

NATIONS UNIES

Assemblée générale

QUARANTE-SIXIÈME SESSION

Documents officiels

PREMIÈRE COMMISSION
24^e séance
tenue le
mercredi 30 octobre 1991
à 15 heures
New York

PROCES-VERBAL DE LA 24^e SEANCE

Président : M. MROZIEWICZ (Pologne)
puis : M. ALPMAN (Turquie)
(Vice-Président)

SOMMAIRE

DEBAT GENERAL SUR TOUTES LES QUESTIONS RELATIVES AU DESARMEMENT (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.
Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC/2.750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.1/46/PV.24
14 novembre 1991

FRANÇAIS

La séance est ouverte à 15 h 25.

POINTS 47 A 65 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL SUR TOUTES LES QUESTIONS RELATIVES AU DESARMEMENT

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant que la Commission entende le premier orateur, j'aimerais faire la déclaration suivante.

Cet après-midi, conformément à son programme de travail et à son calendrier, la Commission achèvera son débat général sur tous les points de son ordre du jour relatifs au désarmement. Un certain nombre de délégations m'ont demandé de faire reporter à nouveau la date limite pour la soumission de projets de résolution sur les questions relatives au désarmement. Les membres du bureau s'étant penchés attentivement sur la question, je propose que la date limite soit reportée au vendredi 1er novembre à midi, de façon à permettre aux délégations de terminer leurs consultations.

Je ferai remarquer que si la Commission accepte la proposition que je viens de faire, nous devons être attentifs aux nouvelles contraintes qui en découleront pour notre emploi du temps. Je prie donc instamment toutes les délégations qui se livrent actuellement à des négociations sur d'éventuels projets de résolution de faire tout leur possible pour terminer ces consultations et pour soumettre leurs projets de résolution le plus tôt possible.

De plus, si la Commission accepte de reporter cette date limite, il est entendu que je m'y tiendrai strictement et qu'il n'y aura pas d'autre prolongation.

S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Commission accepte de repousser la date limite pour le dépôt des projets de résolution au vendredi 1er novembre à midi.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Compte tenu de cette modification du programme de travail, je suggère aussi qu'au lieu de passer à l'étape suivante de nos travaux dès demain, comme prévu, nous ne l'abordions que vendredi, le 1er novembre. De ce fait, la Commission ne se réunirait pas demain; j'espère que le temps ainsi libéré favorisera la tenue de toutes les consultations qui pourraient être nécessaires.

Le Président

Conformément à ce programme révisé, un total de 22 séances seront disponibles pour l'étape suivante des travaux de la Commission - du 1er au 15 novembre. A cet égard, j'ai consulté les membres du bureau de la Commission et, à l'issue de ces consultations, je propose le programme de travail suivant pour la période du 1er au 15 novembre.

Le Président

Du vendredi 1er novembre au jeudi 7 novembre, 10 séances seront consacrées pour l'essentiel à la présentation de tous les projets de résolution au titre des points de l'ordre du jour relatifs au désarmement, à savoir les points 47 à 65, et à tout commentaire à leur sujet. A ce stade, je prie instamment les délégations qui souhaitent présenter des projets de résolution ou faire des observations à leur sujet au cours de ces 10 séances d'inscrire leurs noms sur la liste des orateurs dès que possible.

A partir du vendredi 8 novembre, la Commission prendra des décisions sur les projets de résolution au titre des différents points de l'ordre du jour relatifs au désarmement. J'informe les membres que j'essaierai de présenter à la Commission, le mardi 5 novembre, un document de travail rassemblant les différents projets de résolution en plusieurs groupes, sur la base duquel la Commission se prononcera sur les projets de résolution groupe après groupe.

Si je n'entends pas d'objection, puis-je considérer que la Commission accepte le programme de travail et le calendrier proposés que je viens d'indiquer pour la deuxième phase des travaux de la Commission?

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant poursuivre le débat général.

M. KORUTURK (Turquie) (interprétation de l'anglais) : C'est dans le contexte d'événements d'une très grande portée historique touchant la paix et la sécurité internationales que se tient la présente session de l'Assemblée générale. Tandis que le monde aborde une nouvelle ère marquée par la coopération et l'optimisme après la fin de la guerre froide, nous sommes confrontés à un très grand nombre de défis nouveaux et d'incertitudes qui caractérisent cette période de profonds changements.

La transformation radicale de la nature des relations Est-Ouest est à l'origine de la métamorphose de l'ordre politique mondial. La manifestation la plus frappante en est l'esprit de coopération dont a fait preuve la communauté internationale pendant la crise du Golfe. En vérité, la communauté mondiale n'aurait pas réagi collectivement avec cette fermeté face à l'invasion du Koweït si l'antagonisme Est-Ouest d'autrefois n'avait disparu, lequel avait été pendant des décennies un obstacle majeur au fonctionnement efficace du Conseil de sécurité.

M. Korutürk (Turquie)

Dans ce même ordre d'idées, la Conférence internationale sur le Moyen-Orient qui s'est ouverte aujourd'hui à Madrid constitue un autre événement de portée historique qui témoigne de ce nouvel esprit de coopération. Nous espérons que cette conférence aboutira à des résultats positifs et que, après plus de 40 années de conflits et de tensions incessants, un processus de paix véritable sera amorcé dans la région.

Le nouveau climat de confiance qui règne sur le continent européen a déjà eu des incidences bénéfiques sur les travaux de la Première Commission lors de ses deux dernières sessions. Les événements politiques majeurs en Europe se sont poursuivis à un rythme rapide depuis le dernier débat général de cette commission. Après les changements politiques révolutionnaires qui ont eu lieu en Europe centrale et orientale, cette partie du continent a enregistré des progrès encourageants, quoique inégaux, en ce qui concerne le renforcement de la démocratie et les réformes économiques.

En novembre 1990, le processus de la CSCE a fait de nouveaux progrès à la suite de la conclusion de trois accords historiques à la réunion au sommet de Paris. Le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE) a été signé; les Etats parties à la CSCE ont entériné le Document de Vienne de 1990 concernant les mesures de confiance et de sécurité, et adopté la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, document qui a officiellement marqué la fin de la guerre froide.

Le Traité sur les FCE, avec son éventail de limitations et de mesures de stabilisation et son régime de vérification de grande portée, sera la pierre angulaire de la future architecture de la sécurité européenne. De concert avec ses alliés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), la Turquie s'est félicitée, en juin dernier, de l'accord intervenu entre les Etats-Unis et l'Union soviétique visant le règlement des problèmes nés de l'interprétation du Traité sur les FCE, ce qui a permis sa prompte ratification et son entrée en vigueur. La Turquie salue aussi les progrès importants réalisés dans le domaine des mesures de confiance et de sécurité telles que définies dans le Document de Vienne. L'importante contribution des mesures de confiance à la limitation des armements et aux efforts de désarmement est désormais établie par leur mise en oeuvre effective en Europe.

M. Korutürk (Turquie)

La signature par les Présidents Bush et Gorbatchev à la réunion au sommet de Moscou, l'été dernier, du Traité sur la réduction des armements stratégiques offensifs (START), qui prévoit une réduction importante des forces nucléaires stratégiques des deux Etats dotées d'armes nucléaires les plus importants, a été un nouveau pas significatif dans le domaine du désarmement nucléaire. La Turquie se félicite du Traité START, car il constitue un jalon important sur la voie de réductions substantielles et équilibrées des armes nucléaires. Cet événement opportun complète et renforce le processus de réduction véritable des armements amorcé par le Traité sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée (Traité FNI). Entre-temps, avec l'élimination des missiles nucléaires à portée intermédiaire d'Europe, la mise en oeuvre du Traité FNI, qui élimine toute une catégorie d'armes nucléaires, s'est effectuée avec succès.

Peu après la conclusion du Traité START, le Président George Bush a annoncé le 27 septembre une nouvelle initiative audacieuse de réduction unilatérale des déploiements nucléaires américains dans le monde entier, qui s'accompagne d'arrangements visant à accroître la confiance. Ces initiatives comprennent un certain nombre de mesures de grande portée dont nous nous félicitons. Ces mesures sont en harmonie avec les principes définis par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN à la réunion au sommet de Londres en juillet 1990, lorsqu'ils ont demandé une révision fondamentale de la stratégie politique et militaire de l'alliance à la lumière des changements qui ont modifié la configuration de l'Europe. Ces mesures seront une contribution majeure à l'instauration de la paix, de la stabilité et de la sécurité à des niveaux d'armements sensiblement réduits en Europe et dans le monde.

Nous voudrions aussi exprimer notre satisfaction après la réaction positive et appropriée du Président Gorbatchev aux mesures annoncées par le Président Bush. Les réductions unilatérales de l'arsenal nucléaire de l'Union soviétique et d'autres propositions annoncées par les dirigeants soviétiques répondent de manière satisfaisante à l'attente de la communauté mondiale. C'est un pas majeur dans le processus de désarmement vers l'instauration d'un ordre mondial plus sûr et plus stable. De plus, l'assurance donnée par le Président Gorbatchev que toutes les armes nucléaires soviétiques resteront sous le contrôle de l'autorité centrale revêt une très grande importance.

M. Korutürk (Turquie)

Tout récemment, il a été encourageant d'apprendre de la part des Présidents américain et soviétique, au cours de leur conférence de presse commune hier à Madrid, que les programmes de limitation des armements des deux parties étaient très semblables. Nous formons l'espoir que d'autres Etats dotés d'armes nucléaires s'associeront aux initiatives des Etats-Unis et de l'Union soviétique.

La Conférence d'amendement du Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires s'est tenue à New York en janvier de cette année. Les différences d'appréciation du degré de priorité qu'il convient d'accorder à la conclusion d'une interdiction complète des essais nucléaires ont empêché la Conférence d'aboutir à un consensus. Cependant, cela ne devrait pas inciter au pessimisme, car une tendance vers une limitation des essais nucléaires s'est faite jour, comme l'atteste la diminution des explosions effectives.

Deux protocoles importants de vérification - le Traité sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires de 1974 et le Traité sur les explosions nucléaires pacifiques de 1976 -, qui ont été signés par les Etats-Unis et l'Union soviétique en juin 1990, ont été récemment ratifiés par les deux pays. Nous savons que les Etats-Unis et l'Union soviétique débattront bilatéralement des possibilités de limitations encore plus poussées du nombre et de la puissance des explosions nucléaires. Dans le cadre bilatéral, nous saluons aussi le rétablissement cette année du Comité spécial de la Conférence du désarmement sur une interdiction des essais nucléaires et notons que la question des essais nucléaires demeure une question importante à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement.

Mon pays estime que le Traité sur la non-prolifération nucléaire est l'un des accords multilatéraux de désarmement les plus cruciaux jamais conclus puisque plus de 140 Etats y ont adhéré. Nous nous réjouissons de l'adhésion au TNP de nouveaux Etats. A cet égard, nous félicitons le Mozambique, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe qui sont devenus récemment parties à ce traité.

M. Korutürk (Turquie)

Nous jugeons aussi très important que la France et la Chine aient annoncé leur intention d'adhérer au Traité. L'adhésion de la France et de la Chine signifiera que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, qui sont aussi les cinq puissances déclarées dotées d'armes nucléaires, seront devenues parties au Traité. Cela rehaussera considérablement l'importance du Traité et en renforcera l'universalité. Nous espérons que les autres Etats qui n'ont pas encore adhéré au Traité suivront leur exemple et iront davantage de l'avant dans ce domaine. En réduisant le risque d'une guerre nucléaire, le Traité a contribué à la sécurité internationale et à la limitation des armements. En tant que partie au Traité, la Turquie estime que le strict respect des dispositions du Traité par les puissances nucléaires et non nucléaires est d'une importance capitale. Le régime de non-prolifération du Traité devrait être renforcé encore, notamment en améliorant l'application des garanties.

A cet égard, nous tenons à féliciter l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) du rôle qu'elle a joué dans l'application du Traité sur la non-prolifération. Nous voudrions aussi rendre hommage à la Commission spéciale des Nations Unies pour le travail qu'elle a réalisé en application de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

A la suite de la guerre du Golfe, les inquiétudes de la communauté internationale se sont portées sur la question de l'arrêt de la prolifération des armes de tout type au Moyen-Orient, tout en appuyant le besoin légitime de se défendre de chaque Etat.

La recherche de nouvelles structures et mesures de sécurité au Moyen-Orient propres à promouvoir la paix dans la région devrait viser à instaurer la stabilité et la sécurité avec un niveau de forces militaires le plus bas possible. Cependant, étant donné la complexité de la situation politique dans la région, il est difficile d'envisager un accord de limitation des armements. Mais les perspectives d'y parvenir sont maintenant meilleures que jamais. Dans ce contexte, les initiatives récentes des Etats-Unis, de la France et du Canada, qui visent à aboutir à un régime de limitation des armements et de désarmement de portée générale au Moyen-Orient, sont les bienvenues car elles compléteront les efforts plus généraux entrepris pour promouvoir la paix et relâcher les tensions dans la région. Ces initiatives représentent une approche à deux voies pour tenter de s'attaquer aux problèmes

M. Korutürk (Turquie)

à la fois sur le front politique et sur celui de la sécurité. Nous sommes convaincus que pour que ces initiatives soient viables, il est indispensable que tout régime de limitation des armements et de désarmement au Moyen-Orient repose sur le principe de l'égalité souveraine des Etats de la région et apporte à tous stabilité et sécurité.

L'élimination des armes chimiques des arsenaux du monde reste une tâche urgente pour la communauté internationale. La Turquie attache la plus grande importance à la conclusion rapide d'une convention, attendue depuis trop longtemps, sur l'interdiction complète, dans le monde entier, de la mise au point, de la fabrication, du stockage, du transfert et de l'emploi des armes chimiques sous vérification efficace. Avec l'initiative prise le 13 mai par le Président Bush, qui a marqué une révision profonde des positions des Etats-Unis, le processus de négociation de la Conférence du désarmement à Genève concernant la convention sur les armes chimiques est entré dans une phase décisive, qui devrait conduire au parachèvement des négociations vers le milieu de 1992. La Turquie se félicite de l'annonce importante du Président Bush, selon laquelle les Etats-Unis renoncent formellement à utiliser des armes chimiques pour quelque motif que ce soit, y compris en représailles, contre quelque autre Etat et s'engagent inconditionnellement à détruire tous leurs stocks dans les 10 ans suivant l'entrée en vigueur de la Convention. Cela devrait faciliter la solution des questions qui restent en suspens, notamment celles du régime de vérification et des moyens de parvenir à l'universalité. En Turquie, nous avons hâté nos préparatifs à la fois législatifs et organisationnels pour être sûrs d'être prêts à signer la convention dès qu'elle sera parachevée.

Pour ce qui est des armes biologiques, un instrument juridique international les interdisant existe déjà. La troisième Conférence d'examen des parties à la Convention sur les armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines de 1972 a siégé à Genève du 9 au 27 septembre 1991. La Turquie se réjouit des résultats positifs de la Conférence d'examen, et en particulier des progrès considérables réalisés en matière de mesures de renforcement de la confiance, et de l'importante décision prise par la Conférence de créer un groupe spécial d'experts gouvernementaux chargé d'identifier et d'examiner les mesures éventuelles de vérification d'un point de vue scientifique et

M. Korutürk (Turquie)

technique. La Conférence a reconnu qu'un régime de vérification efficace était nécessaire pour renforcer la Convention. Nous espérons que les mesures concrètes décidées par la Conférence d'examen contribueront effectivement au renforcement de l'autorité de la Convention et qu'elles engageront les Etats qui n'en sont pas encore parties à y adhérer dans un proche avenir.

Dans son rapport annuel de 1991 sur les travaux de l'Organisation, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a exprimé ses

"... vives préoccupations au sujet du problème des transferts excessifs et déstabilisateurs d'armes classiques." (A/46/L. p. 12)

Chacun convient que les Etats ont le devoir de maintenir un niveau raisonnable de sécurité et qu'ils ont le droit légitime de se défendre. Mais le conflit du Golfe a démontré les dangers que fait peser une accumulation excessive d'armes, au-delà des besoins de légitime défense, à la fois sur la stabilité régionale et la paix mondiale. On a maintenant pris conscience de la nécessité de traiter le problème du surarmement. L'introduction du facteur transparence dans le domaine des transferts internationaux d'armes devrait inciter les Etats à agir avec modération et retenue dans leurs acquisitions d'armes et décourager les tendances à accumuler des armements classiques au-delà d'un niveau raisonnable.

Dans ce contexte, le rapport du Secrétaire général, qui a été préparé en collaboration avec des experts gouvernementaux compétents, intitulé "Etude sur les moyens de favoriser la transparence des transferts internationaux d'armes classiques" (A/46/301), recommande l'établissement d'un registre des transferts d'armes sur une base universelle et non discriminatoire sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Nous partageons le point de vue exprimé sur la question par l'Ambassadeur du Canada, Mme Peggy Mason, dans sa déclaration devant la Première Commission le 18 octobre, dans laquelle elle soulignait qu'un registre des transferts d'armes

"doit englober les fournisseurs autant que les acheteurs. Il doit présenter une image fidèle des armes accumulées. Et il ne doit pas exercer de discrimination contre ceux qui dépendent des importations d'armes pour combler leurs besoins de défense. C'est pourquoi le Canada juge essentiel que les achats intérieurs d'armes et les stocks d'armements soient déclarés sans tarder au registre."

(A/C.1/46/PV.8, p. 14)

M. Korutürk (Turquie)

Tout en appuyant pleinement cette façon d'aborder la question, ma délégation voudrait franchir un pas de plus en déclarant que, de l'avis de mon gouvernement, la portée du registre des armes devrait être élargie afin d'inclure la fabrication des armements. Cette approche exhaustive améliorerait la transparence et renforcerait la possibilité d'accroître la confiance dans le registre est porteur.

La question du registre des Nations Unies pour les transferts d'armes n'est que l'un des domaines où la Commission est bien placée pour apporter une contribution concrète. Nous avons la certitude que la Première Commission jouera pleinement son rôle en contribuant aux objectifs de limitation des armements et de désarmement et à la recherche de solutions aux questions de sécurité coopérative. Nous devons saisir l'occasion qui se présente maintenant, alors qu'un climat positif caractérise les relations internationales, et nous efforcer d'obtenir de meilleurs résultats sur l'ensemble des questions de désarmement. Ma délégation est prête à coopérer avec vous, Monsieur le Président, et avec les membres de la Première Commission dans cette entreprise commune.

M. KUNDA (Zambie) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, comme d'autres orateurs avant moi, je voudrais saisir cette occasion pour vous féliciter d'avoir été élu à l'unanimité à la présidence des délibérations de la Première Commission. Mes félicitations vont également aux autres membres du bureau pour leur élection unanime à leurs fonctions respectives. Ma délégation a été extrêmement impressionnée par la diligence avec laquelle les travaux de la Commission ont été menés jusqu'à présent sous votre direction émérite. Je suis convaincu que les travaux de la Commission s'orientent d'ores et déjà vers une conclusion positive. Ma délégation vous assure, ainsi que les autres membres du bureau, de sa pleine et entière coopération.

Je voudrais également ajouter le vibrant hommage de ma délégation à la mémoire du regretté Alfonso Garcia Robles, Ambassadeur du Mexique. Son décès le 2 septembre 1991 a privé la Commission - et, en fait, le monde du désarmement tout entier - d'un grand militant du désarmement. L'Ambassadeur Robles a grandement contribué à la cause du désarmement pendant de longues années. On se rappellera toujours de lui avec nostalgie comme de l'incontestable "doyen du désarmement" et du "père du Traité de Tlatelolco".

M. Kunda (Zambie)

Nous sommes réunis à la présente session ordinaire de l'Assemblée générale pour discuter des questions de désarmement dans un climat politique international propice au désarmement. Un certain nombre d'initiatives dans le domaine du désarmement ont contribué à ce phénomène. Les propositions remarquables du Président George Bush concernant de sérieuses réductions d'armes nucléaires, annoncées le 27 septembre 1991, en sont un excellent exemple. Ces propositions ont provoqué une réaction dans le même sens de la part du Président Mikhail Gorbatchev, le 5 octobre 1991, annonçant des réductions encore plus importantes d'armes nucléaires. Ma délégation se félicite de ces initiatives audacieuses et courageuses des Etats-Unis et de l'Union soviétique. Elles sont sans aucun doute dues au fait que ces Etats se sont rendu compte que la sécurité ne pouvait s'obtenir en accumulant des armes nucléaires. Une sécurité durable ne peut s'obtenir que par le désarmement.

La non-prolifération des armes nucléaires est l'une des mesures collatérales de désarmement les mieux connues dont la présente Commission traite de façon régulière. Le problème de la non-prolifération est devenu d'autant plus urgent, plus qu'il ne l'a été depuis longtemps, maintenant qu'un nombre sans précédent de pays, y compris le mien, la Zambie, ont adhéré d'un seul coup au Traité sur la non-prolifération. A ce propos, je tiens à saisir cette occasion pour remercier toutes les délégations qui ont félicité la Zambie d'avoir adhéré au Traité.

Comme c'est la première fois que ma délégation prend la parole à la Commission depuis son adhésion au régime du Traité sur la non-prolifération, je voudrais saisir cette occasion pour réitérer la position de principe de la Zambie concernant la question de la non-prolifération des armes nucléaires.

Premièrement, la Zambie, par principe, s'est toujours opposée à la mise au point, à la fabrication, au stockage et à l'utilisation éventuelle des armes nucléaires parce qu'elles ne sont pas des armes de guerre mais bien des armes de destruction massive. Par contre, la Zambie a toujours appuyé sans réserve tous les efforts visant à parvenir en fin de compte à un désarmement général et complet sous contrôle international effectif. En décidant finalement d'adhérer au Traité sur la non-prolifération, la Zambie estime qu'elle a, d'une autre manière encore, réaffirmé son engagement envers ce noble but.

M. Kunda (Zambie)

Deuxièmement, la Zambie a toujours été attachée à la notion de non-prolifération nucléaire et d'autres armes de destruction massive parce que celles-ci représentent une véritable menace d'anéantissement pour la race humaine et la civilisation de l'humanité telles que nous les connaissons aujourd'hui.

Troisièmement, la Zambie a toujours considéré le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires comme un élément essentiel de la sécurité internationale qui profite aussi à tous les Etats en réduisant le risque de prolifération nucléaire. Le fait que toutes les parties au Traité s'engagent à poursuivre de bonne foi les négociations portant sur des mesures effectives permettant de mettre un terme à la course aux armements nucléaires à une date rapprochée, et sur le désarmement nucléaire de même que sur le désarmement général et complet, fait de ce traité un élément essentiel, et même un pilier, de la sécurité tant globale que régionale. Certes, le Traité promet de créer un cadre de sécurité internationale stable permettant une réduction négociée et, en dernière analyse, l'élimination des armes nucléaires.

Si, pendant longtemps, la Zambie n'a pas adhéré au régime du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ce n'est pas parce que nous le trouvions défectueux en soi. C'est par principe que nous n'avons pas adhéré au régime du Traité. Dès le début nous avons déclaré, et nous l'avons répété au cours des ans, que certaines pratiques discriminatoires inhérentes au régime du Traité sur la non-prolifération existaient, qui y avaient été introduites par les auteurs du Traité, notamment les puissances nucléaires. Ces puissances cherchaient à garder leur monopole nucléaire et refusaient d'accorder aux Etats non dotés d'armes nucléaires la possibilité de les acquérir. En outre, pendant longtemps les puissances nucléaires n'ont pas respecté leur engagement de négocier de bonne foi la question du désarmement.

Bien que les lacunes du régime du Traité sur la non-prolifération soient toujours là, la Zambie a décidé cette fois d'adhérer au Traité après avoir procédé à une évaluation objective et raisonnée de tous les facteurs pertinents intervenant dans le climat politique international actuel qui ne ressemble à aucun autre jusqu'ici. Ces facteurs comprennent la fin de la guerre froide, suivie de la détente qui est apparue dans la rivalité idéologique entre l'Est et l'Ouest, la signature à Washington en 1987 du

M. Kunda (Zambie)

Traité sur l'élimination des missiles nucléaires à portée intermédiaire et à plus courte portée (FNI), l'accord de principe des Etats-Unis et de l'Union soviétique d'éliminer 50 % de leurs forces nucléaires stratégiques. Ce phénomène a atteint depuis son point culminant lors de la signature du Traité sur la réduction des armes stratégiques (START) entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, à Moscou, le 31 juillet 1991, en vertu duquel les deux grandes puissances nucléaires réduiront leurs forces stratégiques de 30 %. Il y a eu également le Traité sur la réduction des forces armées classiques en Europe, qui a été signé à Paris, le 19 novembre 1990. Chez nous, en Afrique australe, nous avons connu aussi des événements politiques positifs indiquant le début de la fin du régime d'apartheid.

Ces événements positifs seront réduits à néant s'ils ne parviennent pas à faciliter l'accélération des négociations multilatérales sur toute la gamme du désarmement nucléaire dans le cadre des organes délibérants et de négociation des Nations Unies et de la Conférence du désarmement. Le désarmement nucléaire restera illusoire aussi longtemps que le régime de non-prolifération ne prendra pas forme concrète grâce à la conclusion d'une interdiction générale des essais qui devra remplacer le Traité sur l'interdiction partielle des essais de 1963.

Par définition, une interdiction partielle des essais comporte un élément de vulnérabilité qui a permis à la course aux armements nucléaires de se poursuivre sans contrainte. A cette fin, le Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau n'a vraiment pas répondu à ce que l'on attendait de lui car il n'a pas réussi, hélas, à refréner la prolifération horizontale et verticale, non plus que la prolifération quantitative et qualitative, des armes nucléaires depuis 28 ans qu'il fonctionne. On ne peut remédier à cette vulnérabilité inhérente au Traité d'interdiction partielle des essais que par une interdiction générale des essais nucléaires grâce à l'adoption d'un traité d'interdiction générale des essais, pour éliminer une fois pour toutes le spectre menaçant de la course aux armes nucléaires.

C'est pourquoi la Zambie n'a cessé au cours des ans de réclamer un traité d'interdiction complète d'essais et a appuyé tous les efforts imaginables visant à instaurer un régime d'interdiction complète. Malheureusement, des décennies d'efforts de ce genre n'ont pas permis la conclusion d'un tel traité.

M. Kunda (Zambie)

En raison de cet échec, la Zambie, en tant que partie au Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, autrement connu sous le nom de Traité d'interdiction partielle des essais, s'est associée à d'autres Etats parties au Traité qui, partageant cette opinion, avaient le sentiment très prononcé que le recours à la procédure d'amendement prévu dans le Traité restait le seul moyen dont disposait la collectivité internationale. La Zambie espérait énormément de la Conférence d'amendement des parties au Traité d'interdiction partielle des essais, tenue à New York du 7 au 18 janvier 1991, parce que l'amendement que l'on recherchait devait étendre l'interdiction des essais d'armes nucléaires à tous les milieux, y compris les essais souterrains.

Malheureusement, nous avons été très déçus que la Conférence d'amendement échoue parce que certaines puissances nucléaires s'opposaient, entre autres, à la vérification de l'observation et aux sanctions éventuelles à l'encontre d'une non-observation. Nous ne savons tous que trop que la question de la vérification, qui n'a été qu'un prétexte pour s'opposer à la proposition d'amendement, a été résolue après un long débat. En fait, ce fut l'aspect le plus discuté d'un traité d'interdiction complète des essais. La vérification ne peut guère poser de problème à présent puisqu'elle pourrait se faire grâce à la mise au point d'un système international de contrôle sismique, d'un échange de données sur la radioactivité des masses d'air, d'un contrôle systématique effectué par des inspecteurs internationaux, ainsi que par l'éventualité d'inspections sur place obligatoires.

M. Kunda (Zambie)

Bien sûr, les capacités technologiques actuelles sont suffisamment adéquates et efficaces pour détecter tous essais d'une importance militaire. On ne peut pas penser à un régime de vérification plus gênant que celui qui est prévu pour régir le régime complet d'interdiction des essais.

La Zambie estime que l'efficacité du Traité sur la non-prolifération dépendra dans une large mesure des progrès réalisés dans les efforts qui sont faits pour transformer le Traité sur l'interdiction partielle des essais en un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires, pour toujours et dans tous les environnements, y compris sous terre. A cet égard, ma délégation recommande vivement que le renouvellement du Traité sur la non-prolifération en 1995 se fonde sur les progrès réalisés pour transformer l'actuel Traité sur l'interdiction partielle des essais en un traité d'interdiction complète des essais.

Puisque nous examinons la question du traité de l'interdiction complète des essais nucléaires, ma délégation tient à cette occasion à féliciter l'Union soviétique de sa décision, annoncée récemment par le Président Gorbatchev, de mettre au point un moratoire unilatéral sur les essais des armes nucléaires. Nous voulons espérer que d'autres Etats dotés d'armes nucléaires suivront l'exemple de l'Union soviétique en annonçant des décisions similaires, en cette ère de détente.

La Zambie attache une grande importance à une autre mesure de désarmement parallèle, à savoir la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans le monde entier. C'est pour cette raison que ma délégation est attachée à la dénucléarisation de l'Afrique. Tous les Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) adhèrent à la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique. Cela signifie que ces Etats, y compris la Zambie, ont renoncé à se doter d'armes nucléaires. Le fait que l'Afrique du Sud possède une capacité nucléaire et des armes nucléaires constitue donc une source de grave préoccupation pour ma délégation. C'est l'antithèse même de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique.

Alors que nous apprécions le fait que l'Afrique du Sud a adhéré au régime du Traité sur la non-prolifération et le système de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), ma délégation souhaite souligner la nécessité impérieuse pour le Directeur général de l'AIEA de faire en sorte

M. Kunda (Zambie)

que l'Afrique du Sud fournisse un inventaire complet de ses installations et de ses matériels nucléaires. L'Agence doit examiner de très près le premier inventaire et veiller à ce qu'il soit complet. La confiance ne pourra être instaurée que lorsque l'Afrique du Sud aura fourni un inventaire de toutes ses installations et matériels nucléaires existants.

Enfin, le Comité spécial de l'océan Indien en tant que zone de paix s'est acquitté de son mandat à ses sessions de 1991 en terminant les travaux préparatoires de la Conférence de Colombo. Ainsi, il est possible maintenant de convoquer cette conférence en accord avec le Gouvernement de Sri Lanka. A cet égard, ma délégation prie instamment les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et les principaux utilisateurs maritimes de l'océan Indien, qui ces années dernières ont suspendu leur participation aux travaux préparatoires, de se préparer à participer à la Conférence de Colombo en 1993 si la création d'une zone de paix dans l'océan Indien doit devenir réalité.

M. MAVROMMATIS (Chypre) (interprétation de l'anglais) :

Permettez-moi de saisir cette occasion pour faire écho aux sentiments exprimés par les orateurs précédents et vous féliciter très sincèrement, Monsieur le Président, de votre élection à la présidence de cette commission. Je m'empresse d'ajouter que je suis très heureux et honoré de prendre la parole à la Commission que vous présidez. Nous présentons également nos félicitations aux deux Vice-Présidents ainsi qu'au Rapporteur. Vous connaissant et connaissant votre réputation, ma délégation est convaincue que vos qualités de diplomate et votre expérience augurent bien des travaux de la session et du résultat fructueux de nos débats. Dans l'exercice de vos responsabilités, vous pouvez compter sur l'appui et la coopération de la délégation chypriote.

La scène politique internationale change à un rythme qui continue de nous étonner. Les répercussions d'un nouvel ordre mondial, qui n'est plus enchaîné par l'ancienne division Est-Ouest, ont eu des résultats positifs dans l'arène internationale. Tout en reconnaissant les éléments positifs qui sont apparus, force est de noter avec préoccupation que certains éléments négatifs qui couvaient pendant la précédente ère politique commencent à faire surface et menacent, en raison de la gravité de leurs effets, de porter atteinte aux succès réalisés à ce jour. A la lumière de la nature changeante des relations internationales maintenant, il est encore plus impérieux de consolider

M. Mavrommatis (Chypre)

fermement les éléments positifs de l'esprit de dialogue et de coopération entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, de renforcer la reconnaissance des Nations Unies et de la Charte en tant qu'axe des relations internationales et de mettre en application les résolutions des Nations Unies sans exception.

Il est encourageant de noter que l'on reconnaît de plus en plus que le règlement pacifique des différends, conformément aux buts et principes de la Charte, doit être l'épicentre autour duquel gravitent les relations entre les Etats. Nous notons avec satisfaction que les conflits régionaux en suspens sont de plus en plus réglés par l'application des résolutions pertinentes des Nations Unies. Il est certain que si cette tendance se poursuit notre but final de paix et de sécurité internationales ne sera plus désormais un but inaccessible.

La Commission se réunit au moment où la question du désarmement fait l'objet de beaucoup d'attention. L'ancienne politique de la guerre froide, selon laquelle la sécurité ne pouvait être maintenue que sous la menace de la destruction nucléaire, de la mise au point et du stockage des armes nucléaires, est remplacée par la reconnaissance du fait que la sécurité peut être maintenue si nous consacrons toute notre énergie et toute notre attention à la recherche du dialogue et de la paix, et non pas au conflit et à la confrontation. La signature du Traité sur la réduction des armes stratégiques, en juillet de cette année, par lequel les Etats-Unis et l'Union soviétique ont déclaré avoir l'intention de réduire leurs arsenaux nucléaires de 30 %, est indubitablement un pas très positif dans la bonne direction. En outre, comme des orateurs qui nous ont précédés, nous saluons les annonces récentes faites à la fois par le Président Bush et le Président Gorbatchev quant à leur intention de réduire unilatéralement leurs armes tactiques. Sans pour autant diminuer l'importance et la nature positive de ces accords bilatéraux, il convient de reconnaître cependant qu'il reste encore beaucoup à faire dans le domaine des armes stratégiques et nucléaires en général.

Un élément indubitable qui est apparu dans ce nouveau climat de politiques internationales est que la sécurité ne peut plus être considérée dans le cadre étroit des considérations militaires. Pendant trop longtemps nous nous sommes coupés de la réalité en pensant que la sécurité était

M. Mavrommatis (Chypre)

renforcée par des niveaux d'armements plus élevés. Au contraire, cette spirale a un résultat déstabilisant plutôt que stabilisant. La sécurité peut être réalisée par une réduction des niveaux d'armements, qui, à son tour, libère des fonds indispensables au développement économique et social. Une simple réflexion sur l'expérience passée devrait dicter nos actions futures. S'armer jusqu'aux dents aux dépens de la sécurité politique, économique, sociale et écologique reviendra finalement à n'avoir aucune sécurité.

M. Mavrommatis (Chypre)

Reconnaître cela à la présente session et jeter les bases d'une stratégie collective pour l'avenir au sein d'une Organisation des Nations Unies revitalisée doivent figurer parmi nos plus hautes priorités. Nous ne pouvons pas nous permettre de nous laisser aller à l'autosatisfaction en nous référant uniquement aux changements intervenus récemment. Ces changements n'ont pas encore ouvert la voie à un nouveau système de sécurité. Il nous appartient, individuellement et collectivement, de saisir et de développer au maximum les occasions qui nous sont offertes pour l'instauration d'un monde plus sûr.

L'élimination totale des armes nucléaires doit être notre but ultime. Les anciennes doctrines qui privilégiaient la course aux armements sont aujourd'hui balayées. De même, les séquelles d'une ère récente où la sécurité n'était maintenue que par la seule crainte d'une annihilation doivent à tout jamais disparaître. Le désarmement nucléaire doit être réalisé par le truchement d'un traité d'interdiction complète des essais. Les dangers de prolifération nucléaire sont aujourd'hui plus grands que jamais. Les événements intervenus lors de la crise du Golfe et dans son sillage en témoignent. Alors que nous approchons à grands pas de 1995, il nous faut souligner le lien étroit existant entre un traité d'interdiction complète des essais et le Traité sur la non-prolifération.

La communauté internationale déploie aujourd'hui une grande énergie face au danger très réel que représentent d'autres armes de destruction massive. La crise du Golfe a, une fois encore, mis en évidence l'impérieuse nécessité d'interdire l'acquisition, la fabrication, le stockage et l'utilisation des armes et de conclure le plus rapidement possible une convention sur ces armes. Ma délégation espère que, grâce aux progrès enregistrés dans les négociations sur cette question au sein de la Conférence du désarmement, une convention sera conclue dans les meilleurs délais.

Le danger que constituent les armes biologiques requiert notre complète et constante attention. A cet égard, nous avons pris bonne note des conclusions de la troisième Conférence d'examen de la Convention sur les armes biologiques qui s'est tenue récemment et demandons instamment qu'un travail positif et constructif soit réalisé pour renforcer cette convention.

Les événements du Golfe ont mis sous le feu des projecteurs une question dont les conséquences dangereuses pour la communauté internationale ont déjà été constatées antérieurement : le transfert débridé d'armes vers des pays et

M. Mavrommatis (Chypre)

des régions et l'utilisation ultérieure de ces armes pour imposer une solution à un différend au moyen de la force. Depuis la fin de la guerre froide et de la division Est-Ouest, ma délégation craint que les marchands d'armes de par le monde ne cherchent de nouvelles zones pour écouler leurs surplus d'armes ou ne fassent appel à des experts de la production d'armement pour attiser les conflits régionaux existants et semer les germes de conflits futurs. Il est donc important que les transferts d'armes fassent l'objet de surveillance. Il ne doit y avoir place pour aucun marchandage sinon nous assisterons à une nouvelle déstabilisation politique, économique et sociale, notamment des pays en voie de développement. La paix et la sécurité ne peuvent pas être acquises par les armes, mais par le strict respect de la Charte et par un engagement à la sécurité collective et à une action d'ensemble qui agiraient comme une dissuasion efficace à l'égard de ceux qui ont tendance à utiliser la force pour régler leurs différends.

Les stocks d'armes classiques doivent aussi retenir toute notre attention. Le niveau de perfectionnement atteint aujourd'hui par ces armes et la facilité de les acquérir ne nous permettent pas de ralentir nos efforts en vue du désarmement classique. Le Traité sur les forces conventionnelles en Europe (CFE) signé l'année dernière par les Etats de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) constitue un pas important fait par l'Europe vers la réduction des niveaux d'armes classiques sur ce continent. Un simple coup d'oeil sur les niveaux des armements dans d'autres points du monde prouve à l'évidence que la réduction des armes conventionnelles doit s'étendre à d'autres régions du globe. A cet égard, des mesures de confiance et de sécurité doivent être prises en vue d'instaurer un processus de désarmement continu. Le document de Vienne de 1990 sur les mesures de confiance et de sécurité, approuvé par les pays de la CSCE et avalisé par la Charte de Paris, revêt à nos yeux une grande importance.

Aujourd'hui plus que jamais, il faut mettre en oeuvre ce que la Commission recommande d'année en année ici même. Il y a dans le monde un climat nouveau qui se fait jour et qui exige non plus des paroles mais des actes. Les dangers du passé sont toujours présents à nos esprits et, en fait, existent encore bel et bien. Nous sommes loin d'être à l'abri de toute menace bien que, pour la première fois depuis près d'un demi-siècle, nous

M. Mavrommatis (Chypre)

entrevoyions une ouverture vers la paix et la sécurité qui, jusqu'à présent, nous échappait. La Première Commission, au cours de cette session, est en mesure d'allumer le fanal qui guidera la communauté internationale sur la bonne voie. Ne laissons pas échapper cette occasion.

M. PRADHAN (Népal) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais m'associer aux délégations qui ont exprimé des condoléances sincères à la délégation du Mexique à l'occasion du décès de l'Ambassadeur Garcia Robles, infatigable champion du désarmement.

Monsieur le Président, ma délégation a eu l'honneur et le privilège de proposer votre candidature à la présidence de la Première Commission pour la quarante-sixième session de l'Assemblée générale. Nous avons déjà eu le plaisir de vous adresser nos chaleureuses félicitations, à vous-même et aux autres membres du bureau. Je saisis cette occasion pour vous féliciter de la façon admirable dont vous dirigez les délibérations de la Commission.

Le Népal, qui a vu naître Bouddha, a toujours cru fermement aux principes de paix, de fraternité et de coopération universels. Pour nous, les Nations Unies représentent les mêmes idéaux. Nous estimons depuis toujours que les relations internationales doivent être régies par les cinq principes de coexistence pacifique - respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression mutuelle, non-ingérence dans les affaires intérieures des autres, égalité et avantages mutuels. Nous nous félicitons donc chaleureusement de la fin de la guerre froide et de la compréhension croissante ainsi que de la coopération qui existent aujourd'hui entre les grandes puissances. Le changement radical intervenu dans les relations internationales a relancé les aspirations de nos peuples à la liberté, à la démocratie et au plein respect des droits inaliénables, principes qui sont énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le climat ainsi transformé a créé une ère nouvelle dans les domaines de la sécurité, de la lutte contre la course aux armements et du désarmement.

Le Népal se félicite de la signature du Traité sur la réduction des armes stratégiques (START) entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis. C'est là une étape importante vers la réduction des armes nucléaires stratégiques dans les arsenaux des deux superpuissances. Nous sommes encouragés par la détermination des signataires de rechercher une ratification rapide du

M. Pradhan (Népal)

Traité. Nous nous félicitons également des initiatives prises par le Président des Etats-Unis de réduire unilatéralement les armes nucléaires de courte portée et de promouvoir la détente nucléaire. Ces initiatives hardies ont provoqué une réaction tout aussi positive du Président Gorbatchev. Ces faits nous font espérer que l'on atteindra l'objectif auquel nous tenons tous : éliminer totalement les armes nucléaires. L'existence même des armes nucléaires, avec leur valeur dissuasive douteuse, menace l'avenir de la vie sur cette planète.

Le Népal, Etat partie au Traité sur la non-prolifération (TNP), considère ce document comme le support indispensable pour les efforts destinés à stopper la prolifération verticale et horizontale des armes nucléaires. Nous appuyons l'appel au strict respect, par tous les Etats, des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique. L'intention manifestée par la Chine et la France d'adhérer au Traité et l'accession à ce traité de la Lituanie, de l'Afrique du Sud, de la Tanzanie, du Zimbabwe auront une incidence importante sur la prorogation de cet instrument vital du désarmement au-delà de 1995.*

* M. Alpman (Turquie), Vice-Président, assume la présidence.

M. Pradhan (Népal)

Ma délégation est convaincue qu'un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires aura une incidence décisive sur le renforcement du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). C'est sur ce principe que le Népal a participé à la Conférence d'amendement du Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires, qui s'est tenue en janvier de cette année. Nous avons noté que le Comité spécial sur les essais nucléaires a été rétabli au cours de la session de la Conférence du désarmement de 1991. Nous espérons qu'en 1992, ce comité recevra un mandat clair en vue de négocier un traité sur l'interdiction complète des essais. Dans le même esprit, nous nous félicitons de la proposition du Président Gorbatchev d'imposer un moratoire d'un an en ce qui concerne les essais nucléaires.

Ma délégation se réjouit du point de vue optimiste exprimé par le Président de la Conférence du désarmement au sujet des négociations qui se poursuivent sur les armes chimiques. Nous espérons sincèrement que 1992 verra la conclusion de cette convention mondiale non discriminatoire tant attendue. Nous avons noté avec satisfaction le résultat de la troisième Conférence des parties chargée de l'examen de la Convention sur les armes biologiques, qui s'est tenue récemment à Genève; cela montre que les membres de la communauté internationale ont pris davantage conscience de la nécessité de prendre d'urgence des mesures pour relever les défis imprévisibles qui se présentent dans le domaine de ces armes inhumaines.

Ces dernières années, le désarmement classique et les mesures prises au niveau régional ont reçu l'attention qu'ils méritent aux Nations Unies. Nous sommes persuadés que la signature de l'accord sur les forces classiques en Europe et le renforcement de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) ne peuvent avoir qu'un effet salutaire sur des processus analogues dans d'autres régions du monde.

Le succès de la CSCE nous rappelle que les mesures de confiance et de sécurité, qui ne sont pas en elles-mêmes des mesures de limitation des armements, ont un rôle important à jouer pour créer des conditions favorables à la limitation des armements et au désarmement. C'est un fait que chaque région a sa propre perception et ses propres soucis particuliers en matière de sécurité. Les modalités particulières du processus de la CSCE ne peuvent pas être transplantées dans d'autres régions du monde. Cette évidence ne devrait toutefois pas dissuader les autres régions de suivre l'exemple de l'Europe.

M. Pradhan (Népal)

Dans ce contexte, je voudrais évoquer les travaux préliminaires mais néanmoins très importants du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique, qui se trouve à Katmandou, au Népal. Les débats extrêmement fructueux qui se sont déroulés dans un cadre informel sous les auspices de ce centre régional à Katmandou en janvier dernier en sont un exemple. Des mesures importantes ont été prises pour susciter l'intérêt envers les mesures de confiance et de sécurité et pour explorer librement les différentes options applicables à la région de l'Asie et du Pacifique. Un excellent départ a été pris dans une région extrêmement sensible et ma délégation espère que cet exercice se poursuivra. Il est de notre intérêt commun d'encourager les centres régionaux et de les appuyer au moyen de contributions volontaires afin qu'ils puissent s'acquitter de leurs mandats.

Le fait d'encourager la transparence dans les questions militaires aidera beaucoup à créer des conditions propices à la réduction de la course aux armements qui est alimentée dans une large mesure par une absence de confiance mutuelle. Tout en appuyant tous les efforts concernant le désarmement régional, ma délégation voudrait souligner que les armes rendues inutiles par un accord dans une région donnée ne devraient pas être transférées dans d'autres régions du monde.

Nous nous réjouissons du rapport du Groupe d'experts sur les moyens de favoriser la transparence des transferts internationaux d'armes classiques. Nous pensons comme le Secrétaire général que les pays commencent à reconnaître que la stabilité et la sécurité internationales seraient renforcées s'il existait une plus grande franchise et transparence dans le domaine militaire, y compris dans celui des transferts d'armes.

Gardant cela à l'esprit, ma délégation se félicite de la proposition tendant à créer un registre des Nations Unies pour les transferts d'armes. Nous comprenons parfaitement l'argument selon lequel ce système doit être universel, complet et non discriminatoire. Nous espérons que vu l'importance de la question, la Commission parviendra au cours de la présente session de l'Assemblée générale à un consensus sur les moyens de mettre en oeuvre cette proposition.

M. Pradhan (Népal)

Je n'ai même pas abordé un grand nombre de questions importantes qui sont inscrites à l'ordre du jour de la Commission. Je ne saurais cependant terminer ma déclaration sans rappeler à nouveau que ma délégation est convaincue que les Nations Unies ont un rôle central à jouer en ce qui concerne la limitation des armements et le désarmement. Nous partageons pleinement le point de vue exprimé devant cette commission par le Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, M. Yasushi Akashi, selon lequel les changements fondamentaux intervenus dans les relations internationales offrent une occasion unique à cette organisation.

Nous avons vu les excellents résultats obtenus grâce à la décision de rationaliser les travaux de la Commission du désarmement. Cette dernière a jeté les bases d'un travail de fond portant sur trois nouvelles questions inscrites à l'ordre du jour de sa session de 1991. Etant donné la volonté de dialogue, de compromis et de coopération, la Commission peut parvenir à des résultats concrets.

Le droit à la légitime défense est sacro-saint et reconnu par la Charte. Toutefois, en dernière analyse, l'obsession actuelle relative à la sécurité militaire est fondamentalement incompatible avec la recherche déclarée d'un nouvel ordre international. Cette organisation est la seule instance démocratique universelle permettant à tous les pays, grands et petits, forts et faibles, de travailler ensemble dans le but d'enrayer et de supprimer la menace persistante que représentent la prolifération des armes et les technologies de destruction massive.

Je voudrais dire officiellement que ma délégation est profondément reconnaissante au Secrétaire général adjoint, M. Akashi, de la manière courageuse et imaginative avec laquelle il dirige le Département des affaires de désarmement. Notre foi renouvelée envers le multilatéralisme nous amènera à demander de plus en plus de choses à ce département et augmentera son travail. Le Secrétaire général adjoint et sa petite équipe de fonctionnaires dévoués ont besoin de tout l'appui de cette commission pour pouvoir répondre efficacement aux besoins croissants de l'ordre du jour.

Enfin, je voudrais exprimer la reconnaissance de ma délégation pour les paroles très généreuses que le Président et les autres représentants ont eues à l'égard de la présidence de cette commission à la dernière session. Il est

M. Pradhan (Népal)

inutile de dire que l'appui des membres détermine dans une large mesure le degré de réussite du président d'une commission. J'ai le plaisant devoir d'exprimer la profonde reconnaissance de l'Ambassadeur Jai Pratap Rana pour l'appui inlassable, les conseils et la coopération que lui ont prodigués chaque délégation de cette commission aussi bien que le Département des affaires de désarmement et le Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité. Le Népal est très honoré que son représentant ait été élu président de cette importante commission à la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale.

M. AWAD (République arabe syrienne) (interprétation de l'arabe) : Ma délégation voudrait se joindre aux orateurs qui ont adressé leurs félicitations à M. Mroziwicz à l'occasion de son élection à la présidence de cette commission importante. Nous saisissons également cette occasion pour dire combien nous avons apprécié la manière dont son prédécesseur, l'Ambassadeur Rana, a dirigé les travaux de la Commission. Qu'il nous soit permis aussi de féliciter les autres membres du bureau et de rendre hommage aux fonctionnaires du Secrétariat pour la manière dont il se sont acquittés de leur tâche à cette commission.

Il est fort agréable de noter que nos délibérations concernant les questions de désarmement sont menées depuis plus de deux ans dans un climat d'entente et d'amélioration constante des relations internationales, vu que le monde a passé de l'ère de la tension, de l'affrontement et de la guerre froide à une étape de détente, de dialogue et de coopération. L'ère odieuse des divisions et des affrontements est révolue et une nouvelle ère basée sur la démocratie et les droits de l'homme a vu le jour.

M. Awad (Rép. arabe syrienne)

Au cours des deux dernières années, nous avons été témoins d'une succession d'initiatives historiques dans le domaine du désarmement nucléaire. Ce sont là des pas importants sur un long chemin, que les peuples du monde espèrent ne pas voir déboucher sur une impasse. Le danger essentiel réside dans l'existence même d'armes de destruction massive, et pas seulement dans leur quantité, car aussi petits que puissent être les arsenaux de ces armes meurtrières, ils continuent de représenter un horrible cauchemar pour l'humanité.

Ma délégation espère que la fin de la guerre froide aboutira à renforcer le rôle des Nations Unies pour ce qui est de l'adoption de mesures concrètes en vue d'assurer le respect des dispositions de la Charte qui garantissent la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance économique des Etats, le non-recours à la force ou à la menace de la force, le règlement pacifique des différends, le droit de tous les peuples à l'autodétermination, et l'élimination de la discrimination raciale et de l'occupation étrangère. Ceci devrait englober le désarmement en ce qui concerne les armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires et chimiques.

Je n'abuserai pas de votre patience en passant en revue tous les points soumis à l'examen de la Première Commission, comme on le fait habituellement, mais me bornerai à la question du registre des transferts internationaux d'armements conventionnels proposé dans le projet de résolution présenté par les pays de la Communauté européenne et le Japon. Mais, afin de traiter cette question dans son ensemble, je reviendrai au communiqué publié par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité à l'issue de leur réunion de juillet à Paris qui a été le point de départ de l'idée d'établir un tel registre. Au premier paragraphe de ce communiqué, les Cinq ont noté avec préoccupation les dangers liés à l'accumulation de potentiels militaires qui compromettaient l'équilibre des forces et accroissaient les possibilités de guerre. Ils ont confirmé qu'ils ne transféreraient pas d'armes conventionnelles lorsque ces transferts seraient de nature à porter atteinte à la stabilité. Les Cinq ont également noté les menaces à la paix et à la stabilité que constitue la prolifération des armes nucléaires, des armes chimiques et biologiques ainsi que des missiles et ont entrepris d'élaborer de façon juste, raisonnable, complète et équilibrée des mesures concrètes de non-prolifération et de contrôle des armements sur le plan mondial aussi bien que régional.

M. Awad (Rép. arabe syrienne)

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ont traité ce problème de la même manière dont les dernières initiatives ont envisagé le processus de désarmement au Moyen-Orient, à savoir comme étant un problème d'accumulation d'armements conventionnels et non conventionnels, alors qu'une telle accumulation est souvent la conséquence - et non la cause - du problème. Bien souvent, les conflits régionaux sont la raison même pour laquelle des parties données acquièrent des armes, afin d'assurer leur légitime défense face à certaines politiques expansionnistes d'une autre partie, comme c'est le cas par exemple pour Israël au Moyen-Orient.

Israël a été aidé, avec une partialité évidente, à se surarmer et à se constituer des arsenaux d'armes de pointe d'une importance excessive, tant qualitativement que quantitativement, y compris des armes nucléaires, qui lui a permis de poursuivre sa politique expansionniste, et a forcé les Etats victimes de l'agression israélienne, en l'absence de solutions pacifiques, à acquérir les armes qu'ils ont pu se procurer pour regagner leurs droits usurpés.

Au deuxième paragraphe, le communiqué de Paris rapporte que les participants ont étudié les propositions de maîtrise des armements présentées par divers chefs d'Etat et de gouvernement et d'autres propositions dans lesquelles ces problèmes sont évoqués sur un plan global et, à titre d'urgence, pour le Moyen-Orient. Les participants sont également convenus d'appuyer la poursuite des travaux visant à mettre en place, sous l'égide du Secrétaire général des Nations Unies, un registre des transferts d'armements établi sur une base non discriminatoire, en tant qu'étape vers une plus grande transparence dans le domaine des transferts d'armes. Ils ont souligné que la véritable réponse à la menace de la prolifération consiste en des accords vérifiables de désarmement et de maîtrise des armements entre les parties concernées. Ils se sont également prononcés fermement en faveur de l'objectif qui vise à établir une zone libre d'armes de destruction massive au Moyen-Orient, par la mise en oeuvre intégrale de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité et l'adoption par les pays de la région d'un programme global de contrôle des armements pour la région incluant : le gel et, à titre d'objectif final, l'élimination des missiles sol-sol dans la région; la soumission par tous les pays de la région de l'ensemble de leurs activités

M. Awad (Rép. arabe syrienne)

nucléaires aux contrôles de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA); l'interdiction d'importation et de production de matières utilisables à des fins de fabrication d'armes nucléaires; et l'engagement de tous les Etats de la région à devenir parties à la convention sur les armes chimiques dès que celle-ci sera conclue en 1992.

La proposition de mettre en place, sous l'égide du Secrétaire général des Nations Unies, un registre des transferts d'armes, en tant qu'étape vers une plus grande transparence dans ce domaine, nous semble mériter d'être appuyée. Mais en ce qui concerne notre région, je voudrais souligner qu'Israël, qui fabrique toutes sortes de types d'armes, y compris des armes nucléaires, sera toujours mieux à même que n'importe quel Etat arabe de faire obstruction à la transparence.

M. Awad (Rép. arabe syrienne)

En outre, le programme de limitation des armements proposé aux Etats de la région aux fins d'adoption n'est pas un programme équilibré, car il ne contient aucune clause relative à l'élimination des stocks nucléaires israéliens qu'il laisse tels quels. Ce programme ne contient même pas l'engagement de ne pas recourir à la menace ou à l'emploi de l'arme nucléaire. Israël pourra ainsi continuer d'être en possession d'armements qui lui permettent de conserver ses acquis dans la région, acquis obtenus par l'expansionnisme, et l'incitent à chercher à accroître encore davantage à l'avenir ses gains dans la région.

Contraste frappant, alors qu'on fait montre d'indulgence à l'égard des arsenaux nucléaires israéliens, la question des missiles sol-sol et de leur élimination définitive est abordée de façon très stricte dans le programme proposé. Quant aux armes chimiques, le programme prévoit l'adhésion à la convention relative à ces armes, et ce dès qu'elle aura été conclue, en 1992, et l'on sait que cette convention prévoit l'élimination définitive et totale des armes chimiques.

L'application de cette convention à tous les Etats de la région aura pour effet de perpétuer le déséquilibre régional dangereux dû au fait qu'Israël conserve ses stocks nucléaires alors qu'aucun Etat arabe ne possède de telles armes. On notera également que ce programme ne traite pas des missiles air-sol, alors qu'on sait que les armes aériennes et les missiles air-sol ne sont pas moins dangereux que les missiles sol-sol, bien au contraire ils le seraient plutôt davantage. De plus, tout le monde sait qu'Israël possède une grande suprématie aérienne par rapport aux autres Etats de la région.

Nous constatons également que le programme interdit le transfert de technologie pouvant servir à la fabrication d'armes nucléaires et chimiques ainsi que de missiles. Or, étant donné qu'Israël est le seul Etat de la région à posséder cette technologie, à laquelle les Etats arabes n'ont pas accès, cette interdiction n'affectera en rien sa capacité d'utiliser cette technologie à des fins militaires.

C'est pourquoi nous estimons que, pour garantir l'efficacité de tout programme tendant à limiter les armements dans la région, la question des armes de destruction massive de tous types doit être traitée sur la base d'un

M. Awad (Rép. arabe syrienne)

critère unique et conformément aux priorités prévues par le paragraphe 45 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

C'est ainsi que l'idée du registre proposé constitue une injustice de plus vis-à-vis des Etats qui ne fabriquent pas d'armes, c'est-à-dire la grande majorité des pays du tiers monde, notamment les pays arabes, du fait de la situation particulière qui règne au Moyen-Orient. Nous espérons qu'au lendemain de l'ouverture de la Conférence de la paix à Madrid, celle-ci réussira à rectifier cette injustice et à instaurer une paix juste, globale et durable dans la région.

Mme PEÑA (Nicaragua) (interprétation de l'espagnol) : Qu'il me soit permis pour commencer de dire à quel point ma délégation est heureuse de voir l'Ambassadeur Robert Mroziwicz présider les travaux de notre commission. C'est un plaisir pour nous de savoir que la présente session est dirigée par le représentant d'un pays ami, la Pologne, avec lequel le Nicaragua entretient d'excellentes relations. Nous sommes certains que, sous sa direction, les travaux de la Première Commission seront couronnés de succès. Mes félicitations s'adressent également aux autres membres du bureau et au secrétariat de la Commission.

La communauté internationale a fait ces dernières années d'importants efforts en matière de désarmement. Dans ce contexte, ma délégation tient à rendre un hommage particulier à la mémoire de M. Alfonso Garcia Robles, illustre Mexicain et Latino-Américain, architecte authentique de la paix, dont la participation inspirée à l'élaboration du Traité de Tlatelolco lui vaut, entre autres contributions, le souvenir reconnaissant et impérissable de chacun de nous.

C'est avec une satisfaction et un optimisme particuliers que nous assistons cette année au succès des efforts concertés réalisés dans notre région, tel l'Engagement de Mendoza relatif à l'interdiction complète des armes chimiques et biologiques, signé le 5 septembre 1991 entre l'Argentine, le Brésil et le Chili, et auquel l'Uruguay a également adhéré. Nous tenons également à souligner l'importance des progrès réalisés dans le cadre des négociations bilatérales entre l'Argentine et le Brésil sur les mesures de coopération et les mesures propres à accroître la confiance, qui constituent à notre avis un pas positif et fondamental en direction de la paix.

Mme Peña (Nicaragua)

La création d'une zone de paix dans l'Atlantique proposée par le Brésil, la création d'une zone de paix dans le Pacifique proposée par le Pérou et l'initiative présentée récemment par l'Equateur à l'Assemblée générale en vue de la création d'une zone de paix en Amérique du Sud sont des signes véritables de la compréhension et de la concertation qui prédominent dans notre région. Dans notre région d'Amérique centrale, le Nicaragua a pris l'initiative, avec l'appui des autres pays d'Amérique centrale et le Panama, de déclarer l'Amérique centrale, à la présente session, région de paix, de liberté, de démocratie et de développement.

Le dialogue et l'ouverture qui prédominent au sein de la communauté internationale ont contribué à la conclusion d'accords importants sur le désarmement nucléaire, en remplaçant la politique traditionnelle de dissuasion nucléaire par une stratégie fondée sur la sécurité commune. Parmi les progrès réalisés, on peut citer les négociations amorcées par les Présidents George Bush et Mikhaïl Gorbatchev sur la réduction et l'élimination des armes nucléaires à courte portée et les missiles balistiques intercontinentaux, ainsi que le moratoire relatif aux essais nucléaires.

Mme Peña (Nicaragua)

Nous accueillons avec satisfaction la déclaration faite par la France, la Chine, l'Afrique du Sud, la République-Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe au sujet de leur adhésion au Traité sur la non-prolifération (TNP), et nous sommes d'accord avec les diverses délégations qui ont déclaré devant cette commission que la validité de cet instrument devra être prorogée. Pour assurer le succès de la conférence de 1995, ses préparatifs doivent commencer dès que possible. Nous estimons aussi que la conclusion des négociations sur la convention sur les armes chimiques, prévue pour 1992, aboutira à un accord de caractère universel et non discriminatoire en vue de l'élimination totale de ces armes.

Ces derniers jours, de nombreuses délégations ont exprimé le désir de mieux rationaliser les travaux de la Première Commission. Ma délégation appuie ces efforts et estime qu'il convient de réaliser le plus large consensus possible.

En ce qui concerne le trafic d'armes, nous sommes d'accord avec les recommandations du Groupe d'experts gouvernementaux sur la création d'un registre universel et non discriminatoire placé sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. Nous estimons que ce registre est un premier pas très utile vers l'adoption et la mise en oeuvre de mesures visant à renforcer la confiance en matière militaire. Toutefois, nous partageons les points de vue exprimés par divers pays non alignés et même par certains pays développés, qui ont souligné la nécessité d'élargir le registre à divers stades ultérieurs. Les questions relatives à la production et au stockage d'armes de destruction massive et de leurs éléments constitutifs, ainsi qu'au transfert de la technologie qui leur est associé, doivent être examinées attentivement afin de contribuer au renforcement de la confiance.

A l'heure actuelle, le souci du développement et des intérêts mutuels a remplacé le conflit idéologique. Dans ce contexte, les principaux défis mondiaux identifiables à l'issue de la guerre froide pourraient être relevés de telle façon que les solutions retenues permettent d'édifier une nouvelle ère de paix et de sécurité, caractérisée par une importante réduction des dépenses militaires et par la réorientation de ces sommes vers le développement. Le Nicaragua pense, comme nous l'avons mentionné dans le débat de l'Assemblée générale, que l'on peut raisonnablement aspirer, à la fin de la

Mme Peña (Nicaragua)

décennie actuelle, à ce que les dépenses militaires aient été réduites de 50 % et qu'un montant équivalent ait été réaffecté à la coopération internationale pour le développement humain et social. Le désarmement général et complet peut ouvrir les portes au développement, ce qui serait le meilleur dividende de la paix. Les quelque 200 milliards de dollars consacrés annuellement aux armes par les pays en développement, qui représentaient 4,3 % de leur produit intérieur brut en 1988, pourraient être radicalement révisés à la baisse et la différence réinvestie dans le progrès social des populations.

Nous sommes convaincus que les nations ne peuvent prospérer que si leurs populations sont en bonne santé, alphabétisées et instruites. Notre présidente, Violeta Barrios de Chamorro, dans son allocution du 3 octobre dernier à l'Unesco, consciente de l'importance de l'éducation, du désarmement et du développement, a déclaré que depuis un an et demi qu'elle gouverne, on a distribué davantage de livres scolaires que le nombre total de fusils utilisés pendant toute la guerre civile au Nicaragua.

Dans l'actuelle situation internationale, la sécurité n'est plus strictement une question militaire : c'est une question d'ordre alimentaire, social, économique et écologique. La sécurité, c'est aussi le droit à une société démocratique, au développement et au plein respect des droits de l'homme.

Nous devons en finir avec le système de deux poids deux mesures où nous réprouvons la mort d'êtres humains à la guerre, mais nous demeurons impassibles devant les millions d'êtres humains qui périssent par suite de notre indifférence devant leur misère et leur malnutrition.

L'expérience nicaraguayenne confirme une fois de plus que la démocratisation d'un pays ne prend pas fin avec la tenue d'élections, mais qu'elle ne fait que commencer ce jour-là. La démocratisation ne peut résulter que du renforcement de ses institutions, de l'engagement ferme en faveur des valeurs démocratiques, du respect des droits fondamentaux et de la volonté de résoudre les conflits internes sans recourir à la violence et à la guerre. Les démocraties naissantes, sans tradition ni culture démocratiques, doivent être renforcées.

Conscient de ses engagements et des réalités sociopolitiques et économiques, le nouveau Gouvernement du Nicaragua a obtenu, en moins d'un an, la pacification du pays, une réduction importante du budget militaire et la

Mme Peña (Nicaragua)

démobilisation de ses effectifs militaires qui sont passés de 90 000 à 28 000 membres permanents. Vers la fin de cette année, il est prévu que ces effectifs ne compteront plus que 20 000 membres, ce qui fera de l'armée nicaraguayenne la plus petite d'Amérique centrale. Le fait d'avoir obtenu un tel résultat en seulement 18 mois est une source de fierté pour notre pays, qui est fatigué de la violence et de la guerre.

Lors du Sommet de Puntarenas, qui s'est tenu au Costa Rica les 15, 16 et 17 décembre 1990, les présidents centraméricains ont pris la décision historique de proclamer l'Amérique centrale région de paix, de liberté, de démocratie et de développement. Au fond, par cette décision, ils ont affirmé essentiellement un nouveau modèle intégral et global de sécurité régionale aux plans politique, économique, écologique, social et militaire.

Avec la mise en oeuvre graduelle de ce projet, nos pays poursuivent leurs efforts pour l'établissement d'un cadre global et pour la création d'un climat qui facilite les transformations dans lesquelles nous nous sommes engagés, qui favorise la coopération interrégionale et qui montre que l'Amérique centrale est une région consciente des réalités fondamentales, une région qui tente de se débarrasser du spectre de la guerre, des dictatures et de la pauvreté, c'est-à-dire de la violence sous toutes ses manifestations, pour lui substituer des formes toujours plus avancées de démocratie politique, économique et sociale.

A Puntarenas, les présidents ont reconnu que la paix régionale est une, totale et indivisible, et que la violence, où qu'elle surgisse, répand ses effets négatifs dans toute la région.

En juillet 1990, quelques mois avant le Sommet de Puntarenas, la Commission de sécurité issue des Accords d'Esquipulas a repris ses travaux. Il s'agit d'un mécanisme présidé par les autorités civiles - les vice-ministres des affaires extérieures - auquel participent également des représentants des forces armées et des forces de sécurité des Etats.

Dès la première réunion à San José, le 31 juillet 1990, les objectifs fondamentaux de la négociation ont été définis : assurer un niveau raisonnable ou un équilibre proportionné et global des armements, des matériels et des effectifs militaires et définir un nouveau modèle de relations de sécurité entre les Etats centraméricains fondé sur la coopération, la coordination, la prévention et la communication.

Mme Peña (Nicaragua)

Lors de la seconde réunion, tenue à San Salvador, les 12 et 13 septembre 1990, une série de mesures ont été élaborées en vue de renforcer la confiance entre les Etats, y compris des mécanismes de coordination et de communication permanents et souples pour éviter les désaccords et les tensions.

Lors de la troisième réunion de la Commission de sécurité, tenue à Tegucigalpa les 23 et 24 novembre 1990, un modèle d'inventaire des armements et de recensement des effectifs militaires a été approuvé et un délai fixé pour la présentation des inventaires que trois pays de la région ont déjà remis. Les questions ayant trait au désarmement des civils et au déminage ont également été abordées, questions qui sont également appuyées par l'Organisation des Etats américains.

La quatrième réunion de la Commission de sécurité s'est tenue en deux étapes, la première à Managua les 12 et 13 avril 1991 et la seconde au Guatemala les 19 et 20 septembre dernier. Il a alors été procédé à un échange de vues sur le projet de traité de sécurité qui a été présenté par le Honduras et il a été décidé d'engager un processus intérieur de consultations à ce sujet.

La prochaine réunion de la Commission de sécurité se tiendra à San José, au Costa Rica, du 7 au 9 novembre, et analysera l'emploi d'un système pour fixer des plafonds limites aux niveaux d'armements et aux effectifs militaires, ainsi qu'une proposition, déjà discutée sur le plan technique, portant sur un mécanisme de vérification du respect des accords.

Devant l'absence d'un engagement international global pour résoudre la problématique des pays en développement, le rôle et les principes de la Charte des Nations Unies continueront d'être des éléments essentiels pour promouvoir le désarmement, le développement et la prospérité. Les problèmes du sous-développement et de la pauvreté sont parmi les principales causes de conflits qui peuvent menacer la paix et la sécurité internationales. Sans paix, il est impossible de lutter pour le développement et, sans développement, il est impossible de concevoir une paix honorable, réelle et valable pour tous.

L'expérience du Nicaragua, précisément parce qu'elle reflète les changements mondiaux vers la démocratie et la réconciliation nationale, a bénéficié de l'appui réel des Nations Unies dans cette tâche difficile qu'est l'édification d'une paix intégrale.

Mme Peña (Nicaragua)

Le 24 octobre, lors de la célébration de la Journée des Nations Unies, le Nicaragua a remis officiellement à l'Organisation des Nations Unies une base militaire dans la municipalité de Pantasma, située dans le département de Jinotega, qui sera transformée en un centre de développement technologique, de formation et de diversification agricole. C'est là un symbole du Nicaragua nouveau, du Nicaragua gagné à la cause du désarmement, ainsi que des possibilités dont disposent tous nos pays.

De manière particulière, le Nicaragua juge essentiel le rôle que l'Organisation des Nations Unies peut continuer de jouer dans le renforcement des mécanismes de vérification dans les zones frontalières afin d'accroître l'efficacité de cette activité et d'éviter le trafic illicite d'armes dans notre région, d'où qu'elles proviennent. Nous considérons donc des plus utiles le travail réalisé par le Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale en ce qui concerne les vérifications sur place.

Comme nous l'avons déjà souligné en cette instance, nous savons que nombreux sont les obstacles à l'institution rapide d'une limitation réelle des armements et des effectifs militaires, comme le souhaitent les cinq présidents de l'Amérique centrale.

En terminant, je voudrais citer un passage de la Déclaration de Guadalajara, qui a été adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays ibéro-américains à l'issue de la réunion du Sommet ibéro-américain qui s'est tenue dans cette ville mexicaine les 18 et 19 juillet, passage qui résume de façon appropriée notre position sur la question que nous examinons :

"Nous souhaitons assurer à nos peuples un avenir de paix et de sécurité, dégagé des incertitudes, ce qui ne se fera que dans le respect du droit international et dans le cadre d'un désarmement général et complet décourageant l'usage de la force et favorisant le règlement négocié des conflits." (A/46/317, annexe, par. 6)

M. RIVERO DEL ROSARIO (Cuba) (interprétation de l'espagnol) : La délégation cubaine, aujourd'hui, voudrait examiner tout particulièrement l'un des points figurant sur la liste des questions relatives au désarmement qui, jusqu'à présent, a été un peu négligé. Je songe en particulier à la question du désarmement naval.

M. Rivero del Rosario (Cuba)

Ma délégation s'associe pleinement à l'avis déjà exprimé par d'autres délégations ici et en d'autres instances internationales, à savoir que la question du désarmement naval et les questions connexes devraient être, du fait de leur importance, analysées et examinées de façon plus approfondie et que, dans le cadre de cette question, nous devrions adopter des mesures concrètes qui contribuent à renforcer la paix et la sécurité, tant au niveau national que régional et international. Lors des négociations tant dans le domaine des armes nucléaires que dans celui des armes classiques, on tend à négliger cette importante question lorsqu'on définit et adopte les mesures à prendre. Tous les Etats attachent beaucoup d'importance aux questions du désarmement naval et en particulier les Etats dont les frontières longent les mers et les océans.

Comme les événements survenus dans le monde l'ont montré, la préoccupation essentielle est due non pas aux mesures que prennent les Etats pour défendre leur souveraineté et leur intégrité territoriale et acquérir, à cette fin, les armes nécessaires - mesures qui correspondent à des droits incontestables consacrés dans le droit international et la Charte des Nations Unies - mais au fait que certains pays, dans le cadre de leurs activités navales, peuvent avoir recours à l'emploi ou à la menace de l'emploi de la force, commettre des actes d'intimidation et d'agression contre des Etats souverains, exécuter des manoeuvres militaires sur une grande échelle ou à proximité des côtes d'autres pays, simuler des attaques, même procéder à des débarquements, et occuper des territoires, en utilisant des flottes importantes et tout un arsenal d'infanterie de marine.

Si la stricte application et le respect des principes du droit international sont assurément le meilleur moyen de contribuer aux efforts en faveur de la paix et de la sécurité internationales, de même l'adoption de mesures concrètes de désarmement dans le domaine du désarmement naval, assorties de mesures de confiance, pourrait beaucoup aider à atteindre cet objectif.

M. Rivero del Rosario (Cuba)

A cet égard, une responsabilité particulière incombe aux puissances nucléaires et à tous les pays qui possèdent d'importants arsenaux militaires déployés parmi leurs flottes et autres facilités et installations navales.

Dans ce contexte, ma délégation voudrait évoquer la question des bases navales installées dans des territoires étrangers, et, plus particulièrement, de celles qui le sont contre le désir et la volonté des Etats sur le territoire desquels elles se trouvent.

Inutile de répéter ici l'origine de l'installation de ces bases navales dans les pays du tiers monde, qui remonte à l'époque où nos pays étaient des territoires dépendant des grandes métropoles. Leur condition de colonies rendait possible l'installation de facilités et de bases navales qui étaient importantes dans la lutte que menaient entre eux les centres colonialistes et les empires pour se partager le monde.

Dans le cas de Cuba, c'est le sort que nous avons connu, de même que Porto Rico et les Philippines à la fin du siècle dernier, lors de la conclusion des Accords de Paris aux termes desquels les Etats-Unis enlevaient à l'Espagne les territoires que celle-ci possédait outre-mer, se débarrassant par la même occasion des forces de libération et d'indépendance qui, dans le cas des rebelles cubains, luttaient déjà depuis des décennies et avaient presque réussi à remporter la victoire dans leur lutte pour la liberté tant désirée.

Depuis le triomphe de la révolution cubaine, il y a déjà plus de 30 ans, le Gouvernement et le peuple cubains n'ont cessé de réclamer le retour du territoire qu'occupent les Etats-Unis et où se trouve la base navale de Guantanamo, imposée à Cuba par un amendement à sa constitution dicté par le Gouvernement américain alors qu'il occupait militairement l'île au début de ce siècle. Comme le prouvent les documents historiques et les arrêtés pris par les autorités américaines de l'époque, cet amendement devait être accepté tel quel, avec l'humiliante limitation de souveraineté nationale qu'il représentait pour Cuba, sinon l'armée d'occupation yankee ne se retirerait pas de notre île.

Nous n'avons pas l'intention de dresser ici toute la liste des actes illégaux et arbitraires qui ont été commis, à commencer par l'imposition de l'Amendement Platt, en vertu duquel, depuis le début du siècle, s'est

M. Rivero del Rosario (Cuba)

enracinée et perpétuée l'indésirable présence militaire américaine sur le territoire cubain, territoire auquel nous ne renoncerons jamais.

L'un des aspects qui montre le caractère arbitraire et fallacieux du fondement juridique sur lequel est maintenue cette enclave navale à Cuba est la référence aux objectifs en fonction desquels les Etats-Unis utiliseraient ce territoire cubain. Ces objectifs, selon l'article VII de l'Amendement Platt, seraient de maintenir l'indépendance de Cuba et de protéger son peuple. Or, le soi-disant Traité de réciprocité, qui nous a été imposé en 1934 et qui était censé modifier l'odieux amendement constitutionnel de 1901 moyennant la prétendue location à bail du territoire cubain, affirmait : Animés du désir de renforcer les liens d'amitié entre les deux pays. Comme si cet acte de spoliation manifeste pouvait être autre chose qu'une spoliation pure et simple.

L'utilisation que l'on a faite par le passé de cette base militaire est bien connue : elle a servi de base d'appui non seulement pour attaquer les forces populaires qui luttèrent contre la tyrannie, qui a existé jusqu'au 1er janvier 1959, et pour massacrer la population civile par des bombardements dans les montagnes, mais également pour faire pénétrer à Cuba des agents et des saboteurs et pour y aider des groupes et des bandes contre-révolutionnaires ainsi que pour les agressions des Etats-Unis contre les pays voisins.

D'autre part, de nombreux experts font remarquer depuis plusieurs années - et plusieurs porte-parole du Gouvernement américain l'ont d'ailleurs reconnu - que la base navale de Guantanamo est dépourvue de toute utilité stratégique et qu'elle n'est conservée que pour des raisons purement politiques, ce qui est de plus en plus évident à la lumière des changements récents intervenus dans la situation internationale.

Il est paradoxal qu'au moment même où, pour des raisons financières, le Gouvernement américain ferme de nombreuses bases militaires sur son propre territoire, il continue de dépenser des dizaines de millions de dollars annuellement pour maintenir la base navale de Guantanamo qui, du fait de sa proximité avec les Etats-Unis, de son absence patente de justification militaire légitime et de son rejet par le peuple et le Gouvernement cubains, devrait être abandonnée immédiatement. Les ressources qui sont maintenant

M. Rivero del Rosario (Cuba)

consacrées au maintien de cette base arbitraire pourraient être mieux employées dans les domaines de la santé, de l'éducation, du chômage, ou pour remédier à tout autre problème social qui affecte une portion croissante de la population américaine.

Comme l'a dit en juillet 1962 le leader cubain, Fidel Castro, la base navale de Guantanamo "est un poignard enfoncé dans le coeur de la terre cubaine..." et, a-t-il ajouté, "... [c'est] une base que nous n'enlèverons pas par la force, mais c'est un morceau de terre auquel nous ne renoncerons jamais".

On parle d'une nouvelle conjoncture, d'un nouvel ordre, de la fin de la guerre froide, d'une nouvelle attitude dans les relations internationales, mais ces valeurs sont-elles compatibles avec l'hostilité, avec les efforts implacables qui sont faits pour étrangler notre économie par un blocus inhumain et criminel, qui dure depuis 30 ans déjà, avec les pressions brutales qui sont exercées sur les gouvernements et les organisations internationales pour isoler notre pays, ou avec les campagnes incessantes de calomnies qui, entre autres actes d'agression, sont menées contre Cuba par le Gouvernement américain? Sont-elles compatibles avec l'occupation illégale du territoire cubain, où les Etats-Unis maintiennent, contre la volonté expresse de notre peuple, une base militaire totalement obsolète pour leur défense stratégique? A quoi sert cette base, sinon à humilier et à menacer Cuba?

Récemment, lorsque le Gouvernement de l'URSS a annoncé qu'il était disposé à retirer la présence militaire soviétique, constituée d'une brigade - aux effectifs déjà fort réduits - qui était restée à Cuba conformément aux accords qui ont suivi la crise d'octobre 1962, le Gouvernement cubain a déclaré que Cuba serait disposée à accepter le retrait simultané de notre pays de personnel militaire soviétique et du personnel militaire américain.

M. Rivero del Rosario (Cuba)

Comme l'a dit le Gouvernement cubain le 14 septembre 1991 à l'occasion de l'annonce du Gouvernement de l'URSS :

"Si le processus de concertation entre l'Union soviétique et les Etats-Unis est arrivé à un point où des questions comme celle-là peuvent être résolues sans méfiance ni crainte, la seule chose à faire, après la déclaration de l'URSS, est de négocier le retrait de la brigade soviétique - que nous avons accueillie avec reconnaissance et à laquelle nous avons offert une hospitalité fraternelle - en même temps que la suppression de la base navale de Guantanamo, comme nous l'avons proposé.

A cette fin, Cuba est prête à devenir partie à un accord international garanti par les Nations Unies. Dans cet accord pourraient figurer, outre toutes les garanties nécessaires, des mesures de confiance satisfaisantes de part et d'autre, parmi lesquelles, bien sûr, la fin des exercices d'invasion de Cuba, auxquels se livre systématiquement dans la région le commandement yankee depuis plusieurs années. Alors oui, on pourrait parler, dans le cas de Cuba, d'une nouvelle donne politique dans les relations internationales."

En outre, le Gouvernement cubain a affirmé ce qui, bien qu'évident, ne saurait être passé sous silence :

"Cuba ne menace aucun pays ni aucun gouvernement de la planète."

Voilà une façon concrète de prouver par des actes l'émergence d'une nouvelle pensée et d'un ordre nouveau au service de la paix et de la sécurité de toutes les nations, grandes et petites, riches et pauvres. Le retrait simultané du territoire cubain de l'unité militaire soviétique et de la base navale américaine de Guantanamo en serait une preuve tangible.

Mme JUNOD (Comité international de la Croix-Rouge) (interprétation de l'anglais) : La raison d'être du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est d'alléger les souffrances causées par la guerre. La manière la plus visible de le faire est de fournir l'aide et la protection des délégués de la Croix-Rouge aux victimes des conflits.

Moins visible, mais tout aussi important, est le rôle du CICR pour ce qui est d'appliquer le droit humanitaire international et d'encourager son développement. Ce droit ne fait pas qu'édicter des règles pour la protection des victimes; il limite aussi les méthodes et les moyens de guerre employés par les parties à un conflit.

Mme Junod

Le CICR se préoccupe essentiellement de deux règles importantes de droit coutumier lorsqu'il est question de la mise au point d'armements : l'interdiction de l'emploi d'armes causant des souffrances inutiles et l'interdiction de l'emploi d'armes frappant sans discrimination. L'utilisation des armes est régie par le droit humanitaire international afin de minimiser les pertes civiles et d'éviter des souffrances inutilement cruelles aux soldats. Ces règles sont maintenant codifiées dans le Protocole additionnel I aux Conventions de Genève (art. 51, par. 4, art. 35, par. 2, et art. 36).

Les restrictions dans la façon de faire la guerre font partie de coutumes remontant à des siècles. Mais la codification systématique de ce domaine du droit n'a commencé qu'avec la Convention de Genève de 1864, parrainée par le CICR, qui garantit la protection des soldats blessés. Par la suite, un certain nombre d'initiatives ont conduit à l'adoption d'autres traités.

Le premier traité à interdire expressément l'emploi d'armes données a été la Déclaration de Saint-Petersbourg de 1868. Il est intéressant de noter que l'Etat, qui avait inventé l'arme à balles qui explosaient dans le corps humain, est le même qui a cherché à en interdire l'usage quand il a pris conscience des effets extrêmement cruels de telles balles sur les soldats.

La Déclaration énonçait un principe fondamental du droit humanitaire international, à savoir que "le seul objectif légitime que puissent avoir les Etats au cours d'une guerre est d'affaiblir les forces armées de l'ennemi" et que "cet objectif serait dépassé par l'emploi d'armes qui augmenteraient inutilement les souffrances des blessés ou entraîneraient inévitablement leur mort".

En février 1918, le CIRC a publié un appel qui protestait vigoureusement contre l'emploi de gaz toxiques, invoquant notamment les souffrances terribles infligées aux soldats et les conséquences désastreuses qu'il pourrait avoir pour la population civile. En conséquence, les gouvernements de l'époque étaient priés de conclure un accord interdisant l'emploi d'armes chimiques. Cela devait conduire à l'adoption du Protocole de Genève sur les gaz, de 1925.

Le CICR espère sincèrement que cette interdiction a maintenant une réelle chance d'être respectée. A cet égard, certains engagements pris récemment de détruire inconditionnellement tous les stocks d'armes de ce genre et d'abandonner l'idée de représailles représentent un grand pas en avant.

Mme Junod

Dans son appel de 1918 déjà, le CICR s'était inquiété des conséquences humanitaires du potentiel des techniques nouvelles :

"Loin d'alléger les maux que la guerre entraîne dans son sillage, on peut dire que le progrès scientifique en matière d'aéronautique, de balistique et de chimie n'a fait qu'aggraver les souffrances et, avant tout, les a étendues à l'ensemble des populations, de telle sorte que la guerre ne sera à partir de maintenant qu'une entreprise impitoyable de destruction."

En 1920, le CICR a entrepris de persuader les Etats d'adopter des traités qui limiteraient les méthodes et les moyens de guerre, avec pour objectif de protéger les populations civiles contre des attaques et d'interdire les armes qui causent des souffrances excessives et frappent sans discrimination. Ce n'est que dans les années 70 que les Etats ont finalement accepté d'adopter, sous forme de traité, cette protection nécessaire.

Le CICR, en coopération avec les experts de divers gouvernements, a élaboré des textes qui ont servi de base de discussion à la conférence diplomatique qui devait conduire à l'adoption des deux Protocoles additionnels de 1977 aux Conventions de Genève. En plus de fournir une protection supplémentaire aux victimes de guerre, le principal but atteint par ces protocoles est la réglementation des méthodes et moyens de guerre, valable pour les conditions modernes des conflits armés aussi bien internationaux qu'internes.

Parallèlement aux discussions qui ont conduit à l'adoption de ces protocoles, le CICR a tenu une conférence d'experts gouvernementaux pour étudier plus attentivement la possibilité de réglementer juridiquement l'emploi de certaines armes considérées comme occasionnant des blessures excessives ou frappant sans discrimination. Cette conférence a examiné un large éventail d'armes, mais elle a découvert que pour beaucoup d'entre elles elle ne disposait pas d'informations suffisantes pour décider quel type de réglementation juridique serait adéquat. Cela était particulièrement vrai pour ce que l'on a appelé les "armes du futur", c'est-à-dire les lasers et autres armes à énergie dirigée.

Mme Junod

La Conférence des Nations Unies qui a suivi a adopté la Convention de 1980 sur les armes inhumaines, qui comporte certaines règles relatives aux mines, aux pièges, aux armes incendiaires et aux armes qui blessent par des fragments non décelables. Dans une résolution, la Conférence a recommandé expressément que les recherches portant sur les armes de petit calibre se poursuivent, et elle a précisé qu'un complément d'information était nécessaire pour étudier d'autres armes, telles que les explosifs combustible-air.

La structure de la Convention de 1980 reflète le fait que la Conférence entendait en faire le point de départ d'un processus continu. Pour ce faire, elle a élaboré un cadre complété par des protocoles relatifs aux différentes armes et assorti d'un système de réexamen quasi automatique afin de faciliter l'adoption de protocoles nouveaux ou la modification de protocoles existants.

Ces dernières années, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a décidé d'obtenir des informations plus détaillées sur certaines armes dont l'utilisation contre des personnes risquait de soulever des problèmes particuliers d'ordre humanitaire et juridique.

En 1989, le CICR a décidé de consulter des experts sur les effets d'une nouvelle technologie portant sur des armes à laser qui pourraient être utilisées contre des personnes pour les aveugler. Il a pris cette décision à titre préventif à la suite de la publication d'informations indiquant que la fabrication de certains nouveaux systèmes, notamment des dispositifs portatifs, devait débiter ces prochaines années.

Le CICR considère qu'il s'agit là d'une question très grave, car c'est la première fois que nous voyons une arme conçue spécifiquement pour atteindre une fonction organique vitale qui laisserait ses victimes gravement handicapées pour le reste de leur vie.

Le CICR a organisé quatre réunions d'experts afin d'étudier les données techniques et médicales ainsi que leurs implications humanitaires. Les experts ont confirmé que ces armes ne peuvent agir que sur une seule partie du corps humain - les yeux - et qu'elles pourraient être utilisées assez facilement pour infliger une cécité permanente qui, dans la vaste majorité des cas, serait impossible à traiter médicalement, et contre laquelle on ne connaît pas de protection adéquate.

Mme Junod

A la réunion la plus récente, tenue en avril dernier, les experts ne sont pas parvenus à s'entendre sur la question de savoir si certaines des utilisations ou toutes les utilisations d'armes aveuglantes constitueraient une violation du droit humanitaire international parce qu'elles causent des souffrances inutiles ou des blessures superflues, mais une large majorité des participants estimait que les armes aveuglantes devraient être mises hors la loi.

Le CICR espère qu'une résolution à cet effet pourra être adoptée lors de la prochaine Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui se tiendra à Budapest.

Le CICR a aussi obtenu des informations complémentaires sur les effets des systèmes d'armes de petit calibre et il estime que des progrès réels sont possibles dans ce domaine si l'on adopte une méthode d'essai normalisée pour les balles, afin de pouvoir comparer valablement les résultats. Cette mesure avait déjà été recommandée par la Conférence des Nations Unies que j'ai déjà mentionnée. Mais non seulement aucune procédure normalisée n'a été adoptée, mais les experts, dans les travaux qu'ils ont menés depuis lors, semblent avoir perdu de vue que ces recherches obéissent à un impératif humanitaire. Certains Etats ont néanmoins modifié leurs munitions afin de rendre leurs balles plus stables et moins sujettes à fragmentation.

Le CICR est aussi sérieusement préoccupé par la gravité des lésions causées par les mines. Des médecins du CICR ont mené une étude sur le terrain portant sur les effets des différents types de mines antipersonnel. Leur étude ne pouvait bien évidemment porter que sur des victimes qui avaient survécu à leurs blessures et qui avaient pu être hospitalisées, mais il semble néanmoins que certains types de mines sont particulièrement mortelles et que d'autres entraînent de graves complications médicales.

Le rapport sur les armes établi par le CICR à l'intention de la prochaine Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge soulève la question de savoir si l'objectif militaire visé par ces mines ne pourrait être atteint sans causer des lésions aussi graves et il préconise que des recherches soient entreprises à ce sujet.

Le CICR a également obtenu de plus amples informations sur les effets des explosifs combustible-air et des armes électromagnétiques, mais ces efforts ont été freinés par un manque d'informations sûres. Il semblerait qu'il soit

Mme Junod

de plus en plus facile de se procurer des explosifs combustible-air, mais certains usages de ces armes pourraient poser de graves problèmes d'ordre humanitaire et juridique. La mise au point d'armes à énergie dirigée n'en est apparemment qu'au stade de la recherche, mais il semble que les effets biologiques de certaines de ces armes pourraient compromettre les progrès accomplis en vue de mettre hors la loi certains types anciens et modernes d'armes mortelles ou toxiques.

Le travail qu'a entrepris le CICR dans le domaine de la mise au point des armements montre clairement que les efforts déployés en matière de désarmement et de droit humanitaire doivent aller de pair. Les efforts visant à mettre hors la loi la mise au point et la détention de certaines armes contribuent à l'application du droit humanitaire international car ils empêchent le recours à de telles armes. De même, lorsque l'emploi d'une arme est interdit ou strictement réglementé, sa prolifération en est freinée. Le droit humanitaire international impose aux Etats le devoir de déterminer si l'usage d'une arme dont la mise au point est en cours violerait ce droit et, en cette ère de progrès techniques rapides, la mise au point d'armes nouvelles est une question importante qui exige une intervention internationale.

Il est très important que les progrès réalisés au niveau du droit du désarmement et du droit humanitaire ne soient pas compromis par de nouvelles inventions qui échappent à la lettre du droit et qui vont à l'encontre des principes fondamentaux du droit humanitaire.

A cet égard, le CICR constate avec une profonde inquiétude une indifférence croissante vis-à-vis des effets que les armes exercent sur les soldats, qui sont après tout des êtres humains et non pas de simples objets. L'indifférence quant à leur sort va à l'encontre de l'un des objectifs fondamentaux du droit humanitaire qui tente depuis toujours d'assurer la survie et le rétablissement des soldats blessés.

Mme Junod

L'Assemblée générale, à sa quarante-cinquième session, avait adopté une résolution priant instamment tous les Etats qui ne l'avaient pas encore fait de ratifier la Convention de 1980 et ses trois Protocoles.

Le CICR ne peut que réitérer cet appel et attirer l'attention des Etats parties à la Convention de Genève sur ce traité crucial, qui constitue un prolongement naturel et nécessaire des règles fondamentales du droit humanitaire international.

Les spécialistes du CICR aussi bien que ceux du désarmement travaillent avec un objectif commun, à savoir, prévenir les effets potentiellement désastreux de l'emploi, en temps de guerre, d'une technologie débridée. Nous espérons que nous continuerons à nous appuyer mutuellement dans cette entreprise commune.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Première Commission a ainsi achevé le débat général sur toutes les questions de désarmement inscrites à son ordre du jour.

La séance est levée à 17 h 45.